

# A Aix, retour de flamme de

**Extrême droite** Le groupuscule antirépublicain délaisse ses habits traditionnels et multiplie les opérations coups-de-poing afin de mieux recruter au sein de la jeunesse estudiantine.

Par  
**CORALIE BONNEFOY**  
Envoyée spéciale à Aix-en-Provence  
(Bouches-du-Rhône)

Ils ont remis flambeaux, banderoles et drapeaux. Samedi 6 février, les membres de l'Action française d'Aix-Marseille devaient se retrouver au cimetière de Roquevaire (Bouches-du-Rhône) à la nuit tombée. Pour commémorer, sur la tombe de l'idéologue Charles Maurras, les émeutes antiparlementaires d'extrême droite du 6 février 1934. La veille, la manifestation a été interdite par la préfecture de police, «*compte tenu d'une récente série de heurts et d'agressions impliquant des individus se réclamant de l'Action française*». Une poignée de militants s'est néanmoins rendue sur place, bien après l'heure dite. Se heurtant au portail fermé et à une vingtaine de gendarmes, aux cris de «*Vive le roi!*» et «*A bas la République!*» La tombe de Maurras – né à Martigues où est enterré son cœur, tandis que son corps repose à Roquevaire – est fleurie anonymement au gré de l'année. Et depuis plusieurs mois, entre Aix-en-Provence et Marseille, le groupuscule qui a pour symbole la fleur de lys et rêve de voir éclore une nouvelle monarchie en France, connaît une sérieuse montée de sève. «*Avant d'être royalistes, on est nationalistes*», pose d'emblée Luc, 24 ans, étudiant en droit. Pull bleu marine et yeux clairs, il a

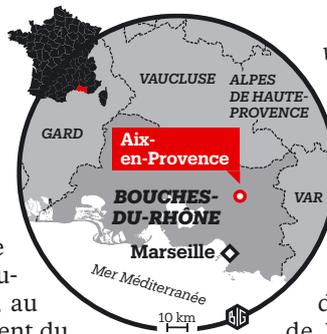
embrassé la cause il y a trois ans, après avoir cheminé du gaullisme au villéisme. «*L'Action française se développe à nouveau après quelques années discrètes. On crée de nouvelles sections, on se professionnalise. Une fois les militants formés intellectuellement, on peut passer à des choses plus sérieuses. Comme les actions qu'il y a eues depuis septembre.*»

## «Socialistes assassins»

Ces dernières semaines, les coups d'éclat de l'Action française s'enchaînent. Comme le déploiement, en septembre à Marseille, d'une banderole «la corde pour les pédophiles» après une exposition d'art contemporain que l'extrême droite juge «*pédopornographique*». Le 2 décembre, ses militants interrompent violemment une conférence organisée à Sciences-Po Aix, par le Parti socialiste local, sur le thème de la lutte contre le Front national. Sous une bannière «socialistes assassins», une vingtaine d'assaillants investit les lieux, lance des boules puantes alors qu'une voix vomit dans un mégaphone «*la politique immigrationniste qui détruit la France par sa haine de notre pays*».

L'intrusion musclée pousse le député PS d'Aix-en-Provence Jean-David Ciot à demander à Bernard Cazeneuve «*la dissolution de l'Action française*». Sa lettre au ministre de l'Intérieur aura une conséquence directe. Le 25 janvier, ses vœux à la population sont attaqués par un

groupe de jeunes gens – bandanas blancs autour du visage, casquettes à visières rabattues – qui scandent «*A bas Ciot! A bas les voleurs! A bas la République!*» Jean-David Ciot vient d'être relaxé dans une affaire de détournements présumés de fonds publics, au côté de l'ancien président du



conseil général des Bouches-du-Rhône Jean-Noël Guérini. «*Il s'agissait de dénoncer l'impunité des grands, quand le Français moyen doit raquer pour un excès de vitesse de 5 km/h*», s'agace Anna, une juriste de 24 ans arrivée à l'Action française, comme beaucoup, via la Manif pour tous. A l'entrée du théâtre où se déroulent les vœux, les militants socialistes résistent. Bousculades, baffes, chutes. Plusieurs plaintes sont enregistrées. Comme pour l'assaut à Sciences-Po, une vidéo, montée en clip criard, est diffusée sur les réseaux sociaux. Anna, qui a pris part aux deux actions, affirme: «*On n'a rien fait de violent. Il faut quand même distinguer les concepts de force et de violence*». Les insultes racistes entendues par un militant socialiste d'origine maghrébine? «*Le seul truc qu'on a dit, c'est "Daech enculé"*» soutient Luc. Le député Ciot, qui a déposé plainte pour menaces de mort, alerte: «*Ils sont venus pour en découdre. Il n'y a aucun doute sur leur xénophobie, l'utilisation de la pression physique et la*

*violence exprimée publiquement.*» Dans une sage brasserie aixoise, le discours proprement tranche avec la rébellion scénographiée des vidéos. Devant un verre de cidre, Luc expose les contours du «*nationalisme intégral*» de Maurras – apologiste de Vichy, il fut condamné

en 1945 à la réclusion à perpétuité et... à la dégradation nationale. «*La monarchie qu'on défend est héréditaire, antiparlementaire, décentralisée et traditionnelle.*» Tout haut, Luc rêve d'un régime mêlant continuité capétienne et parlements locaux. Le propos fleurit la Restauration, mais il séduit une grosse soixantaine de jeunes entre Aix-en-Provence et Marseille. «*Le modèle du Camelot, au siècle dernier, c'était une canne et un bon bouquin. Aujourd'hui, la canne a été mise au placard. C'est plutôt un smartphone pour faire des vidéos qu'on a dans la poche*», note Luc. Des Camelots du roi 2.0 en somme.

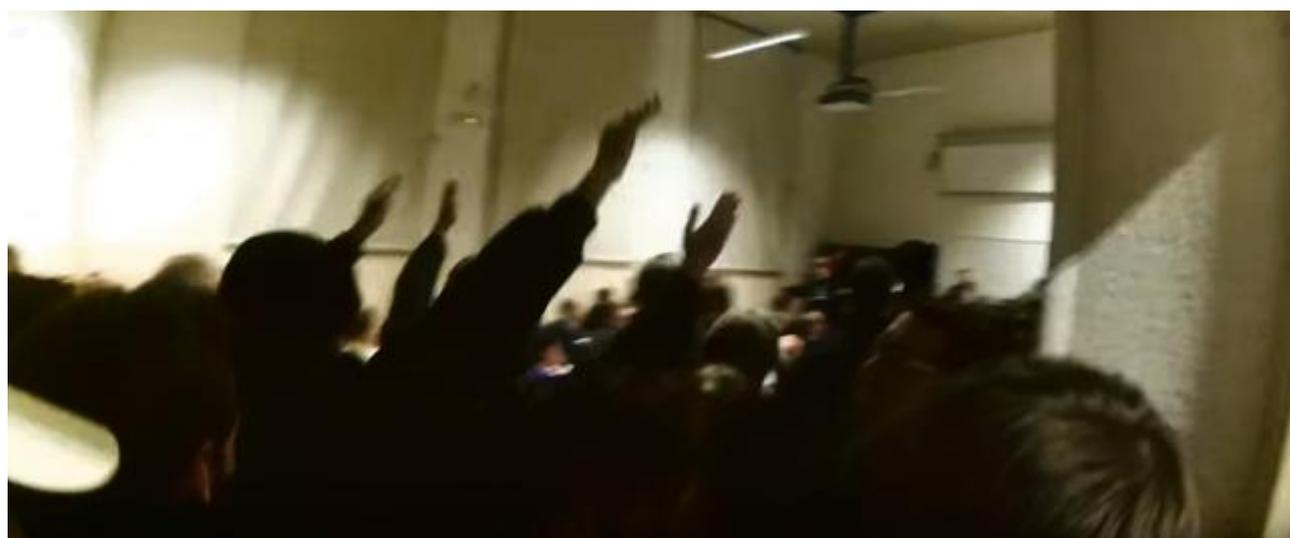
## «La gueuse»

Sur leurs pages Facebook, ils crachent leur haine de «*la gueuse*», cette «*république honnie*»; font des saluts à trois doigts et des quenelles au côté d'Alain Soral; citent Céline. Et les cannes ressortent du placard pour faire la haie d'honneur à des jeunes mariés de l'Action française que Stéphane Ravier, maire FN des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements de Marseille, unit dans sa mairie. Sur ces terres de Paca, fertiles pour l'extrême droite, le cousinage avec le Front national favorise la montée du groupuscule. «*Il y a des affinités*», convient Anna. A Marseille, ville où les factions d'ultradroite peinaient jusqu'alors à s'implanter, l'Action française a acheté un local dans le VI<sup>e</sup> arrondissement – via une société civile immobilière (SCI), délicatement baptisée le Cochonnet. Et même si le Front national «*reste un parti républicain, dans le système*», aux yeux d'Anna, les noms de membres de la SCI se retrouvent sur certaines listes frontistes.

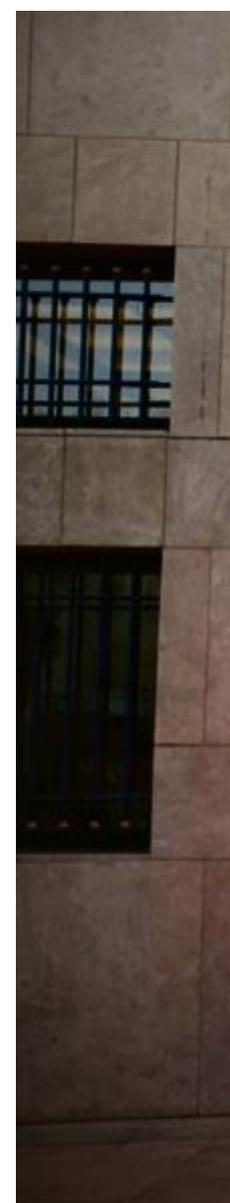
Le regain d'activité monarchiste est aussi le fruit d'un recrutement actif dans le milieu étudiant aixois. «*On est très présents à la fac, il y a des tracts toutes les semaines*», reprend Anna, passée, comme plusieurs royalistes, par le syndicat étudiant de droite UNI Met. «*Il y a des transfuges. Nous ne travaillons pas ensemble, mais le syndicat est souvent une première expérience pour nos militants*», poursuit la jeune femme. L'un des fondateurs de la SCI le Cochonnet fut responsable de l'UNI Met de Marseille en 2011. Le syndicat réfute «*toute infiltration*». Les troupes de l'Action française avancent de moins en moins masquées, signe, aux yeux d'une source policière, d'une «*dangerosité potentielle*». Leur ligne de conduite, pour imposer les théories nationalisto-royalistes maurrassiennes? Luc plastronne: «*Par tous les moyens. Même légaux.*»

**«Il n'y a aucun doute sur leur xénophobie, l'utilisation de la pression physique et la violence exprimée publiquement.»**

**JEAN-DAVID CIOT** député PS qui a porté plainte contre l'Action française



Extraits d'une vidéo de l'Action française, lors d'une action de ses militants à Sciences-Po Aix, le 2 décembre. YOUTUBE



**Manifestation d'extrême droite à Marseille, le 9 septembre, contre une exposition d'art contemporain qualifiée de «pédopornographique». A côté du message «La corde pour les pédophiles», le logo AF pour Action française.**

PHOTO PATRICK GHERDOUSSI